

Cercle de Tours

185^e

Silence

bulletin n° 118

Observatoire de l'immigration contemporaine

mardi 29 août 2023

EUROPE : REFOULEMENT CRIMINEL DES MIGRANTS AUX FRONTIÈRES

Depuis 2019, moment où l'Union européenne a décidé de mettre fin à son opération navale qui, jusque-là, s'étendait y compris dans la zone de recherche et de secours libyenne, une forte augmentation de la mortalité et des disparitions en mer, dont l'Europe est responsable, s'est développée de manière proportionnelle. L'obsession européenne à obtenir la coopération migratoire des pays d'où partent les migrants est la cause directe des milliers de morts aussi bien en mer Méditerranée, dans l'Atlantique ou la Manche, que dans les déserts vers la Libye, l'Algérie et le Niger. Elle cautionne aussi les emprisonnements dans les prisons libyennes, où les exilés sont victimes de violences, de torture, d'esclavage, de viols, d'extorsion ou encore de travail forcé.

Au Large de la Grèce

Le Naufrage de l'Adriana, au large de la Grèce, dans la nuit du 13 au 14 juin, a coûté la vie à au moins 600 des 750 personnes qui se trouvaient à bord. Ce drame est largement imputable aux autorités européennes et grecques qui auraient dû intervenir, et à Frontex qui s'est déjà fait épingleur pour avoir organisé avec la Grèce dans cette même zone des refoulements tout à fait illégaux et qui, cette fois-ci, a survolé le bateau sans intervenir. Les garde-côtes grecs qui se trouvaient en surveillance, à proximité, ont vu le bateau chavirer. Et pour cause, ce sont eux, comme le rapportent les témoignages de survivants repris dans un rapport de Vincent Cochetel de HCR Méditerranée occidentale et centrale, qui avaient pris l'initiative de le remorquer non pas en direction des côtes grecques mais en dehors de la zone de secours de ce même pays. Ce remorquage n'a pourtant jamais été évoqué par les autorités grecques, pas plus que par la police des frontières européennes.

En Méditerranée centrale

Depuis 2016, date du premier accord entre l'Italie et la Libye, plus de 130 000 personnes ont été interceptées en mer et renvoyées vers ce dernier pays. Dans le même temps, près de 15 000 exilés ont péri en Méditerranée centrale en essayant de rejoindre l'Europe. Cette route migratoire demeure la plus meurtrière au monde. Malgré ces graves incidents, l'Union européenne soutient la Libye comme l'Italie, et équipe et forme les libyens pour intercepter les exilés. Le nombre de morts en Mé-

diterranée centrale a bondi en 2023, établissant un nouveau record – le dernier datant de 2017. Depuis janvier, 1 767 personnes ont péri dans cette zone maritime, selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Pour l'année 2022, l'ONU avait comptabilisé 1 417 morts dans ces eaux, et, en juillet dernier, l'UNICEF affirmait que chaque semaine, 11 enfants s'y noyaient.

Dans l'Atlantique vers l'Espagne

Le 10 juillet 2023, un bateau transportant 84 migrants (78 hommes et 6 femmes) venus d'Afrique subsaharienne a été pris en charge par les services de secours espagnol au large des Canaries. Trois autres embarcations sur lesquelles se trouvent 300 migrants venant du Sénégal ont quant à elles disparues depuis 15 jours dans cette même zone. Les exilés tentaient d'atteindre les Canaries, distantes de 1700 km. L'un des bateaux, parti le 27 juin de Kafountine, une petite ville cô-

tière du sud du Sénégal, comptait environ 200 personnes à bord. Les services de secours espagnols ont sollicité l'aide des bateaux naviguant dans la zone de recherche et envoyé un avion survoler cette partie de l'Atlantique mais aucune des trois embarcations n'a pour l'heure été localisée.

Mardi 11 juillet 2023, le corps d'un bébé, en état de décomposition avancée et sans tête, a été retrouvé sur une plage entre Barcelone et Tarragone. Le cadavre a été identifié comme étant celui d'une petite fille algérienne de huit mois. Pour retrouver son identité, la police a analysé un échantillon génétique et découvert qu'il correspondait à celui d'une femme dont le corps avait été récupéré après un naufrage en avril dernier. Le bébé voyageait avec ses parents à bord d'un canot parti d'Algérie le 21 mars 2023 qui a coulé au large des Baléares le 6 avril suivant. Après ce naufrage, 8 autres corps avaient également été retrouvés mais 5 autres personnes, dont le père de l'enfant, sont



sauvetage d'un groupe de migrants en Méditerranée

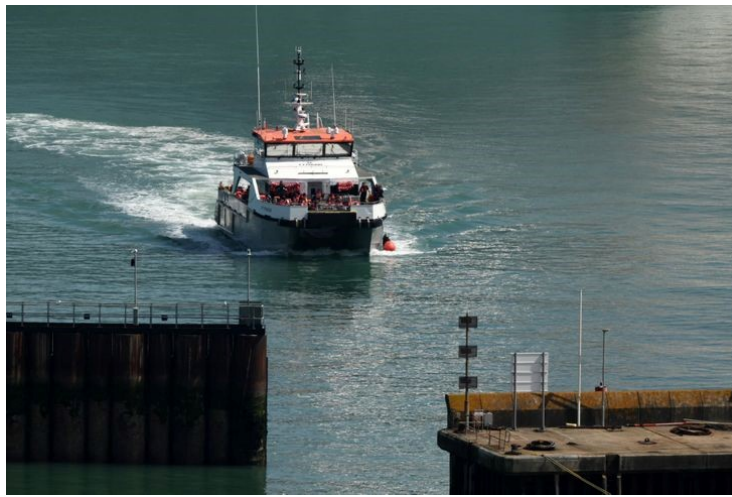
toujours portées disparues.

Refolement vers les prisons de Libye

Selon l'OIM, la Libye compte sur son sol plus de 600 000 migrants dont les conditions de vie ont été maintes fois dénoncées par des ONG et des instances internationales. En juin, l'ONU avait exprimé sa "préoccupation" face à la détention arbitraire en Libye de migrants, parmi lesquels se trouvent des femmes enceintes et des enfants. Des milliers d'exilés ont été interpellés dans la rue ou à leur domicile, et envoyés en centre de détention. Dans les prisons libyennes, ils sont victimes de violences, de torture, d'esclavage, d'extorsion ou encore de travail forcé. En mer aussi, les migrants sont la cible d'exactions de la part des garde-côtes libyens qui sont accusés de faire usage de la force pour arrêter les embarcations en route vers les côtes européennes. Le 7 juillet 2023, l'Ocean Viking a ainsi été menacé par un patrouilleur des garde-côtes libyens. L'incident s'est produit après le sauvetage d'une embarcation sur laquelle se trouvaient 46 personnes. Alors que le bateau de secours procédait à un second sauvetage d'un canot de 11 personnes, au large de la Libye dans les eaux internationales, il a été, subitement et sans raison évidente, la cible de tirs répétés de la part des Libyens. Depuis le début de l'année, près de 9 000 exilés ont été interceptés en mer par les forces libyennes et renvoyés dans le pays, selon l'OIM. Dans le même temps, plus de 1 700 personnes ont péri en Méditerranée centrale.

L'Italie entrave les actions des navires humanitaires

Cinq ONG ont déposé plainte auprès de l'Union européenne contre la loi italienne obligeant un navire humanitaire à se rendre sans délai vers un port



navire des garde-côtes libyens

droits réservés

assigné après une opération de sauvetage, ce qui rend impossible l'assistance immédiate à d'autres embarcations en détresse. L'Italie a attribué trois ports sûrs différents au navire pour y débarquer les naufragés. Le Geo Barents devra donc passer par l'île de Lampedusa, par le port de Marina Di Carrara et le port de Livourne, dans le nord de l'Italie, pour débarquer les 462 migrants secourus entre le 15 et le 16 juillet en Méditerranée centrale. Pourquoi débarquer partiellement certains rescapés dans un port, puis naviguer vers un autre ? Les organisations humanitaires se posent la question et contestent ces instructions, craignant que les heures de navigation supplémentaires n'impactent le bien être mental et physique des exilés secourus.

L'Union européenne paie la Tunisie pour refouler les migrants vers le désert

La Commission européenne et les chefs de gouvernement italiens et néerlandais ont conclu, le 16 juillet 2023 avec la Tunisie un "partenariat stratégique" contre l'immigration irrégulière, qui se traduit par le refoulement des subsahariens dans les zones désertiques vers la Lybie. Cet accord, qui prévoit le versement d'une aide de 105 millions d'euros à la Tunisie, rend, selon Amnesty Interna-

tionale, l'Union européenne "complice des violations des droits infligées à des demandeurs d'asile, migrants et réfugiés". Signé alors que des preuves de graves atteintes aux droits humains commises par la Tunisie s'accumulent, ce pacte valide de fait l'acceptation par l'Union européenne du comportement de plus en plus répressif du gouvernement tunisien.

Chassés par les autorités de la ville de Sfax, environ 650 migrants dont de nombreuses femmes et enfants, erraient dans une zone désertique à la frontière entre la Tunisie et la Libye. Ils ont finalement été mis à l'abri par les autorités tunisiennes mais une douzaine d'entre eux, épuisés et déshydratés, ont dû être hospitalisés.

Par ailleurs, les ONG s'inquiètent aussi du sort de dizaines d'autres migrants repoussés vers la frontière algérienne. Déjà deux corps ont été retrouvés dans cette zone. En une semaine, deux convois ont été vus en train de déposer des migrants d'Afrique subsaharienne - au total une centaine de personnes - dans les environs de Hazoua. Ces migrants, qui essaient de rejoindre les oasis où les habitants leur viennent en aide, seraient au moins 150 à 200 quelque part dans le désert algérien, sans eau, ni nourriture. Comme l'a déclaré le Pape François le 6 août dernier : « Si la Méditerranée est un cimetière, ce n'est pas le plus grand. Le plus grand se trouve dans les déserts du nord de l'Afrique. »

L'Algérie maltraite les migrants et les refoule vers le Niger

Un migrant témoigne des terribles conditions de vie dans un centre de détention près d'Alger : « Je n'avais pas d'eau, pas de nourriture. On pisse et on dort à même le sol, les odeurs nous étouffent. Le camp n'est pas grand, environ six pièces. On nous enferme à 500 - 1000 personnes. La police algérienne confisque nos téléphones, parce qu'ils ont peur qu'on prenne des enregistrements pour dénoncer les conditions de vie. » S'ils sont expulsés vers le Niger, ces migrants doivent faire face à de nouvelles épreuves, à commencer par le voyage vers Tamanrasset qui se trouve à environ 2 000 kilomètres au sud d'Alger. « On quitte le centre dans des bus, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. On vous donne du pain rassis et quelques bouts de fromage, c'est tout. Il y a des policiers à l'intérieur qui nous escortent. Ils sont armés, de pistolets et matraques. Pour ceux qui voudraient protester pendant le voyage, ils vous insultent : "Vous les n***, on n'a pas besoin d'un Noir en Algérie, rentrez chez vous" ». À Tamanrasset, les migrants refoulés sont ensuite conduits en camion à



droits réservés



la présidente du conseil italien Giorgia Meloni et le président tunisien Kais Saïed le 6 juin 2023

la frontière nigérienne et lâchés en plein désert, au "point zéro". Ils doivent gagner ensuite par leur propre moyen la ville nigérienne d'Assamaka, à une dizaine de kilomètres de la frontière. Dans les rafles de migrants subsahariens en Algérie, il y a régulièrement des femmes avec des bébés, parfois des femmes enceintes, parmi les refoulés qui arrivent au Niger. Elles viennent ici dans des conditions déplorables. Hormis un accord de 2014 qui concerne les migrants nigériens, rien n'encadre ces refoulements "non-officiels" que l'Algérie opère régulièrement depuis 2018. Le traitement des migrants et demandeurs d'asile subsahariens en Algérie est depuis des années largement dénoncé par les ONG de défense des droits de l'Homme, qui pointent l'absence de procédures encadrées. Certaines personnes sont même expulsées alors que leurs papiers sont en règle. Selon l'OIM, 9 000 personnes ont été refoulées d'Algérie vers le Niger depuis le début de l'année.

Le Royaume-Uni paie la France pour empêcher les migrants de traverser la Manche

L'été, les traversées de la Manche sont nombreuses. Mardi 18 juillet 2023, à 4 heures du matin, plus de 200 migrants répartis dans cinq bateaux ont embarqué depuis les dunes de la Slack, entre Ambleteuse et Wimereux, direction les côtes anglaises. Entre 9h et 10h, un sixième est parti de la plage de Boulogne-sur-Mer. Entre le 7 et le 9 juillet, 1339 personnes sont arrivées sur le sol britannique à bord de 25 embarcations. Ces nouveaux chiffres déjouent les pronostics du Premier ministre Anglais qui s'était enorgueilli d'avoir fait baisser de 20% le nombre de traversées, grâce à sa politique migratoire et aux accords passés avec Paris. Sa politique est très simple : « C'est à l'Angleterre de décider qui vient ici, et non aux gangs criminels. Je ferai tout ce qui est

nécessaire pour y parvenir. J'ai dit que j'arrêterai les bateaux et je le pense vraiment. » Depuis janvier 2023 les chiffres sont repartis à la hausse et 12 500 personnes sont arrivées au Royaume-Uni.

Les contrôles sur les plages françaises s'accroissent

Pour tenter d'enrayer le phénomène des traversées vers l'Angleterre, de nombreux accords franco-britanniques ont été signés ces dernières années. Le Royaume-Uni en a signé un en mars 2023 avec Paris pour militariser davantage la frontière française, à Calais et Grande-Synthe, et a versé pour cela à la France 23,5 millions d'euros.

La France, de son côté, s'est engagée à renforcer ses effectifs de 800 à 900 policiers sur les plages du Nord. De larges moyens sont aussi déployés pour démanteler les réseaux de trafiquants qui opèrent dans la région. Un suspect clé a été arrêté dans l'enquête sur le naufrage qui a coûté la vie à 27 migrants dans la Manche en novembre 2021. Il a été extradé du Royaume-Uni vers la France et devra répondre d'homicide involontaire, de traite d'êtres humains et de crime organisé.

À Boulogne, face à la recrudescence des départs de migrants depuis les plages de la Côte d'Opale, le préfet a annoncé, le 19 juillet dernier, le renfort immédiat d'une compagnie de CRS (soit plus de 60

hommes). Il assure que l'action des forces de l'ordre est efficace et aurait permis d'empêcher 60% des traversées. Sur les 715 tentatives recensées depuis le Pas-de-Calais, le nombre de réussites est en baisse : « Les autorités redisent que leurs missions, depuis la terre comme en mer, est d'empêcher les départs pour éviter des drames et sauver des vies. Depuis janvier 2023, 289 traversées ont réussi, contre 414, à la même époque en 2022. »

À Gravelines, les migrants tentent de rejoindre l'Angleterre par la mer, souvent par 50 entassés dans des small boats, (embarcations de fortune gonflables en plastique). Afin de les empêcher de partir des plages du dunkerquois, la police s'est dotée de nouveaux moyens d'interpellation et de dissuasion. La présence pédestre est renforcée par des buggys (véhicules tout-terrain légers) capables d'intervenir rapidement, d'un avion pour quadriller la zone, et même d'un bateau pour porter assistance aux migrants qui parviendraient à prendre la mer. La multiplication des patrouilles et des moyens techniques (clôtures, drones, caméras...) et humains a cependant peu d'effets sur les candidats à l'exil. Selon la coordinatrice d'Utopia56 à Grande-Synthe, « la surveillance policière n'entame pas la détermination des exilés. La traversée de la Manche, c'est la dernière étape. Même terrifiés, ils prendront la mer. Et tant qu'il n'y aura pas d'accueil digne en France, et des routes sécurisées vers le Royaume-Uni, il y aura des drames. »

Le Royaume-Uni criminalise l'entrée illégale sur son territoire

Les procès se multiplient au Royaume-Uni pour juger les personnes migrantes, notamment pour celles accusées d'avoir piloté un small boat. Il suffit d'avoir été identifié comme ayant eu "la main sur la barre du canot, même temporairement". Dès le centre de Manston, les personnes sont placées en garde-à-vue et interrogées, puis comparaissent devant le tribunal de première instance le lendemain. L'ensemble du processus, de la mer à la prison, prend moins de 48 heures. Certains prévenus sont jugés en visio-conférence.

185 personnes ont été inculpées depuis février 2023, 365 arrêtées depuis le printemps 2022, dont 87 pour avoir conduit des small boats, et 255 personnes ont été condamnées.

La peine maximale pour "entrée illégale" est de 4 ans et pour "facilitation de l'entrée illégale" (conduite d'un small boat, par exemple), la peine maximale est l'emprisonnement à perpétuité. Cette voie prise par les autorités britanniques rappelle celle appliquée par la Grèce où des exilés sont condamnés à des peines de prison dépassant 100 ans, bien que le temps



désert algérien



droits réservés

Le Bibby Stockholm, à Portland, au Royaume-Uni. Cette péniche de 93 mètres est destinée à accueillir des demandeurs d'asile de 18 à 65 ans en attente de l'étude de leur dossier.

passé derrière les barreaux soit limité à 20 ans dans la législation grecque. En Grande Bretagne, les migrants se déclarant mineurs seront désormais soumis à des tests scientifiques* dès leur arrivée sur le territoire britannique pour vérifier leurs dires. L'objectif est de sanctionner ceux qui "abusent du système". Au Royaume-Uni, les exilés déclarés mineurs bénéficient d'une assistance immédiate des autorités et sont hébergés dans des centres spécialisés. Les nouveaux tests incluront des radiographies des dents de sagesse, des mains et des poignets, et des IRM des genoux et des clavicules. Ils seront effectués en plus des examens existants qui estiment l'âge de la personne en évaluant son comportement et ses compétences linguistiques. Si le gouvernement concentre ses efforts sur la reconnaissance de minorité, deux rapports de septembre 2022 soulignent les profondes déficiences du système britannique dans l'accueil même. Ce projet de loi sur l'immigration est resté bloqué des semaines au Parlement, la Chambre des Lords ayant réclamé de nombreux amendements, notamment des limites à la détention des enfants et des protections contre l'esclavage moderne. Même le roi Charles III avait, en juin 2022, exprimé son désaccord et jugé - en privé - que le projet du gouvernement était « consternant ». Le chef spirituel de l'Église anglicane, l'archevêque de Canterbury, membre de la chambre des Lords est, quant à lui, un farouche opposant à cette loi.

*En France, ces évaluations sont basées sur des tests osseux. Cette pratique condamnée par l'ONU a été validée par le Conseil Constitutionnel en 2019. Pour les associations ces tests sont « aussi fiables qu'une boule de cristal », la marge d'erreur étant estimée entre dix-huit mois et trois ans. Ainsi, un adolescent de 14 ans peut présenter la maturation osseuse d'un adulte.

sources : Lettre de la Coordination des Cercles de Silence de France, n°61 - juillet 2023 ; Brèves d'articles transmis par l'Observatoire de l'Immigration Contemporaine, mai à août 2023



droits réservés

arrestation de migrants par la police grecque

contact : cercledesilence-tours@orange.fr

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, RESF 37, Emmaüs 100 pour 1, Utopia 56, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, LDH 37, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, des individus en lutte...
et en mémoire du Père Léon Gahier

Prochain Cercle de silence : mardi 26 septembre 2023